



PROJET DE LOI
DE PROGRAMMATION
DES FINANCES PUBLIQUES

2009
2012

PROJET DE LOI DE FINANCES

2009

Environnement économique

Un environnement économique très difficile...

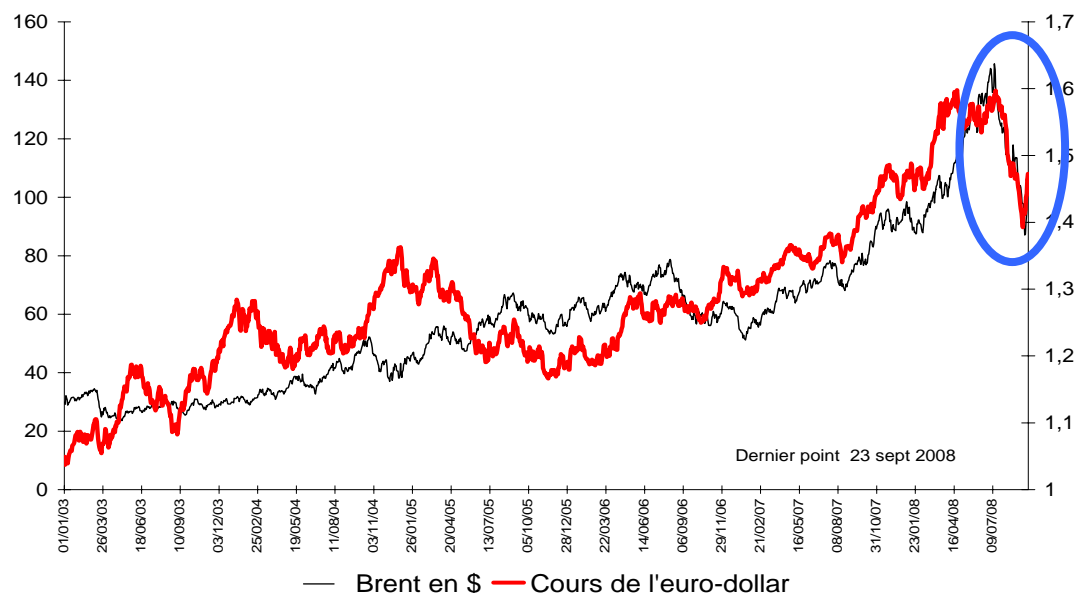
Après une croissance au 1^{er} trimestre de + 0,4%, l'économie française a subi les effets décalés de plusieurs chocs externes :

1. Le prix du pétrole est passé de 75 \$ début septembre 2007 à 146 \$ début juillet 2008, soit une augmentation de 95%.
 2. Sur la même période, l'euro a augmenté de 1,36 \$ à 1,60 \$.
 3. Resserrement des conditions de crédit après des années de liquidités abondantes.
- > des chocs défavorables qui pèseront sur l'activité pendant encore plusieurs mois.

Environnement économique

... mais des mécanismes de rééquilibrage sont à l'œuvre depuis cet été

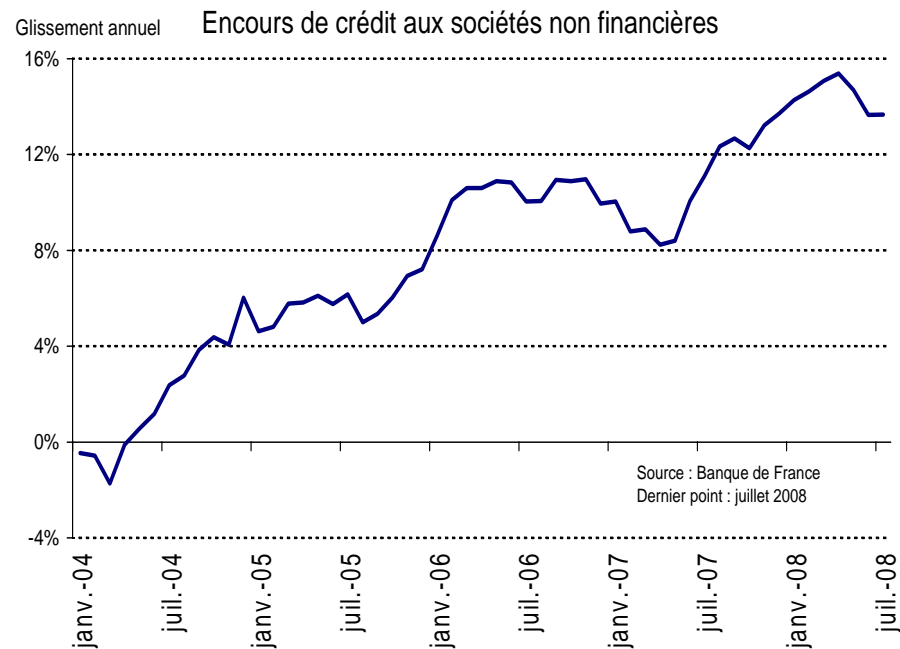
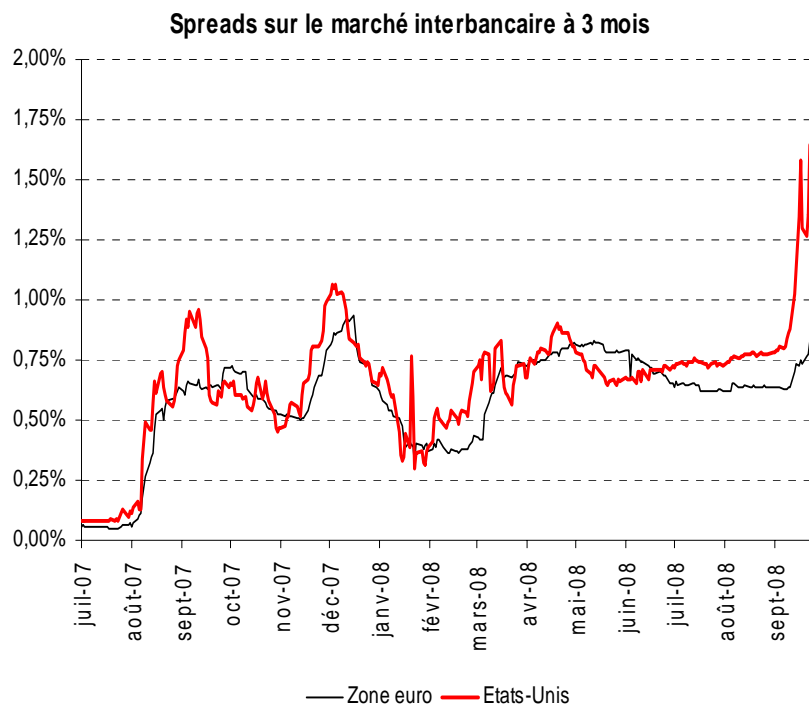
En 2 mois, rééquilibrage du prix du Baril (de 148 \$ à environ 100 \$) et de l'euro (de 1,6 \$ à environ 1,45 \$)



Des effets sur l'inflation dès le mois d'août et qui vont se poursuivre.
La modération des prix tirera aussi profit des réformes de la distribution.

Environnement économique

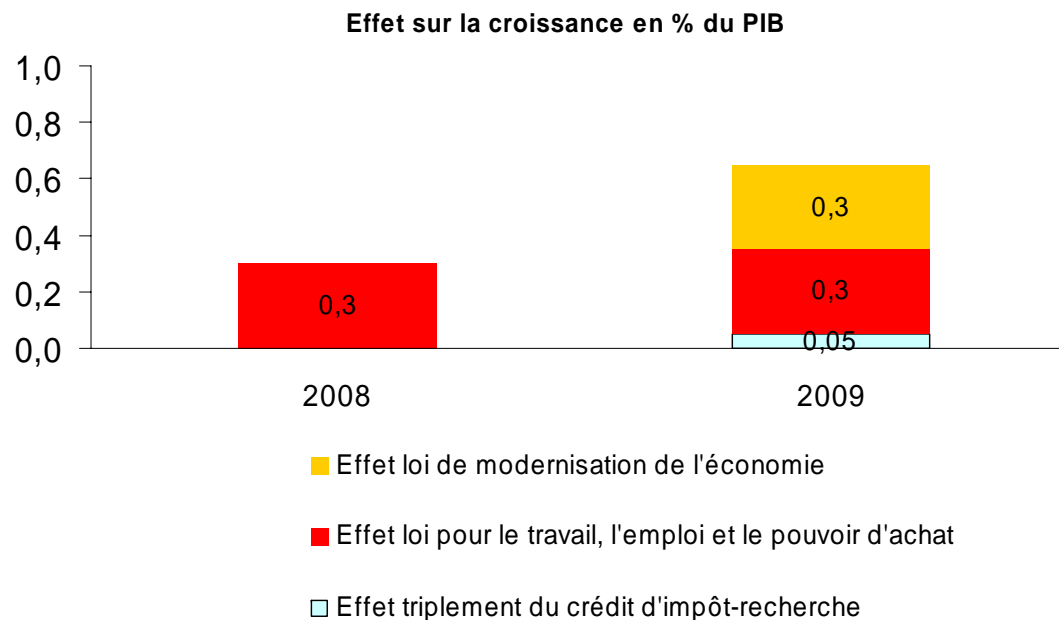
Une crise financière qui s'est aggravée aux États-Unis et qui va peser sur la croissance européenne



Environnement économique

Une croissance en 2009 comprise entre 1% et 1,5%

Dissipation des chocs défavorables de début 2008 + effets favorables du repli pétrole et € de l'été 2008 + effets réformes structurelles :



Les « effets d'acquis » masqueront cette accélération. Croissance 2009 entre 1 % et 1,5 %, avec un rythme plus élevé en fin d'année. PLF basé sur 1 % par prudence dans un contexte très volatil.

Environnement économique

Chiffres clés

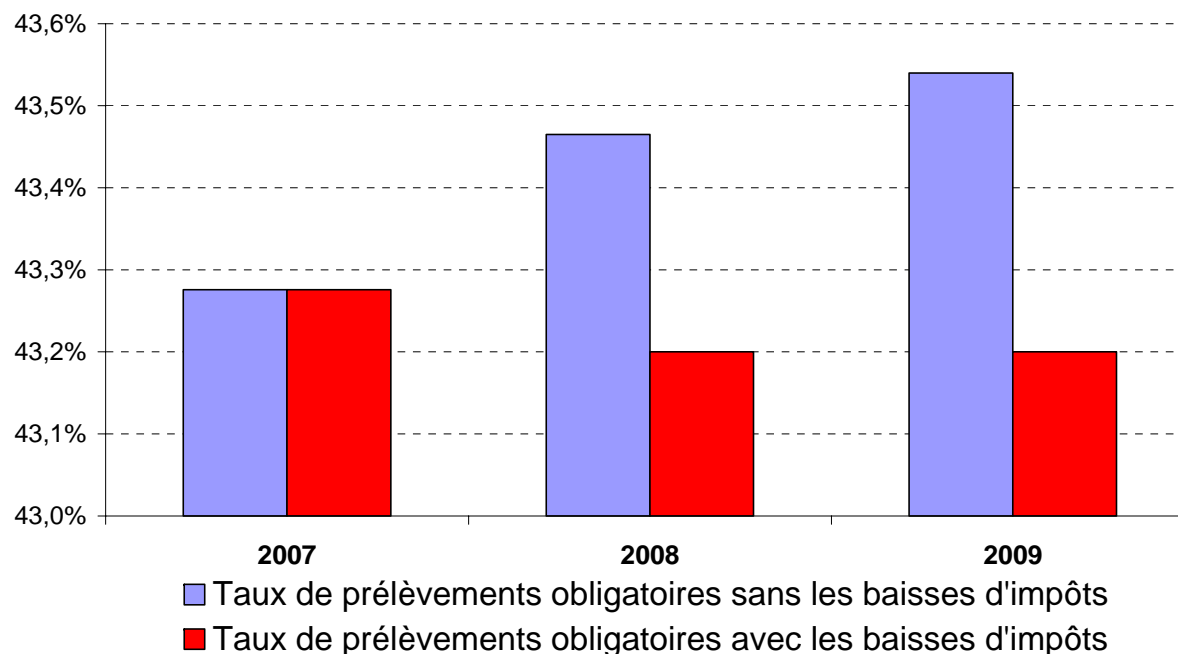
	2008	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance	1 %	1% – 1 ½ %	2½ %	2½ %	2½ %
Inflation	2,9 %	2,0 %	1¾ %	1¾ %	1¾ %
Taux de prélèvements obligatoires (% du PIB)	43,2 %	43,2 %	43,2 %	43,2 %	43,2 %

Politique fiscale

Une politique fiscale cohérente

- Objectif de retour à l'équilibre des finances publiques → stabilité du taux de prélèvements obligatoires à 43,2 % du PIB
- Poursuivre les baisses d'impôts en faveur de l'investissement et de l'emploi.

Taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB)
 avec et sans les mesures décidées par la législature



Politique fiscale

Depuis un an, des allègements d'impôts nets de plus de 10 milliards d'euros

Principales mesures nouvelles sur les prélèvements obligatoires

Impact annuel des mesures décidées depuis 2007	2008	2009	2010	2011	2012	Cumul
PLF 2009		0,2	-0,2	0,7	0,1	0,8
Financement de l'audiovisuel public		0,5				0,5
loi RSA, LME et loi participation-intéressement	-0,1	1,4	-0,7	-0,3	-0,4	-0,1
PLFSS 2009 - mesures de redressement de la Sécurité sociale		1,4				1,4
loi TEPA (la 1ère colonne regroupe 2007 et 2008)	-7,7	-1,8	-1,0	-0,8	-0,6	-11,9
LF et LFSS 2008	2,2	-2,3	-0,5	-0,5	0,0	-1,1
Crédit impôt recherche	-0,4	-0,6	-0,5	-0,5		-2,0
Autres mesures de la LFI et de la LFSS 2008	2,6	-1,7				0,9
Total des mesures prises pendant la législature	-5,5	-0,7	-2,4	-0,9	-1,0	-10,4

Politique fiscale

Une politique fiscale au service d'objectifs économiques

Stimuler l'investissement :

- loi du 21 août 2007 : affectation de l'ISF aux PME
- loi de finances 2008 : triplement du crédit d'impôt recherche
- projet de loi de finances 2009: suppression en 3 ans de l'IFA
- étape suivante : concertation à mener avec les élus et les entreprises afin que la taxe professionnelle ne pèse plus sur les investissements nouveaux

Revaloriser le travail et stimuler le retour à l'emploi :

- loi du 21 août 2007 : plus de 7 Md€ de pouvoir d'achat rendus à tous les Français en 2008, dont plus de la moitié pour l'exonération des heures supplémentaires
- dans la loi TEPA : expérimentation du RSA, prélude à sa généralisation

PLF 2009 : les mesures au service de l'équité fiscale

Personne ne doit pouvoir réduire son impôt sur le revenu sans limitation de montant avec :

- le régime dit « Malraux » → plafonnement à 140 000 € de dépenses en secteur sauvegardé
- les réductions d'impôts outre-mer → plafonnement à 40 000 € ou 15% du revenu
- le régime des loueurs en meublé professionnels → régime réservé aux vrais professionnels (23 000 € de recettes et 50 % des revenus d'activités professionnelles)

Dans le débat parlementaire : plafonnement global et bornage dans le temps des niches fiscales

Par ailleurs, l'aide à la cuve est portée à 200 € et la contribution des pétroliers à son financement est renouvelée

Politique fiscale

PLF 2009 : les mesures au service d'une croissance durable

Un volet logement qui bénéficiera à tous les Français :

Logement	Mesure en faveur des propriétaires	Mesures en faveur des accédants à la propriété
Ancien	Création du PTZ travaux Extension du crédit d'impôt développement durable	Création du PTZ travaux
Neuf	Extension du crédit d'impôt développement durable	Verdissement du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt Verdissement du PTZ

- création du PTZ pour les travaux de rénovation énergétique
- amélioration des dispositifs d'accession à la propriété (crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt et PTZ accession)
- aménagement du crédit d'impôt en faveur des économies d'énergie, avec notamment une extension aux propriétaires bailleurs et à certains frais de main d'œuvre

PLF 2009 : les mesures au service d'une croissance durable

Des incitations pour les entreprises :

- Aides à la filière bois et à l'agriculture biologique
- Volet « activités polluantes » : hausse de la taxe générale sur les activités polluantes, notamment pour inciter au recyclage des déchets
- Réduction progressive de la défiscalisation des biocarburants
- Volet « transports » : extension à tout le territoire en 2011 de la taxe kilométrique sur les poids lourds, baisse de la taxe à l'essieu



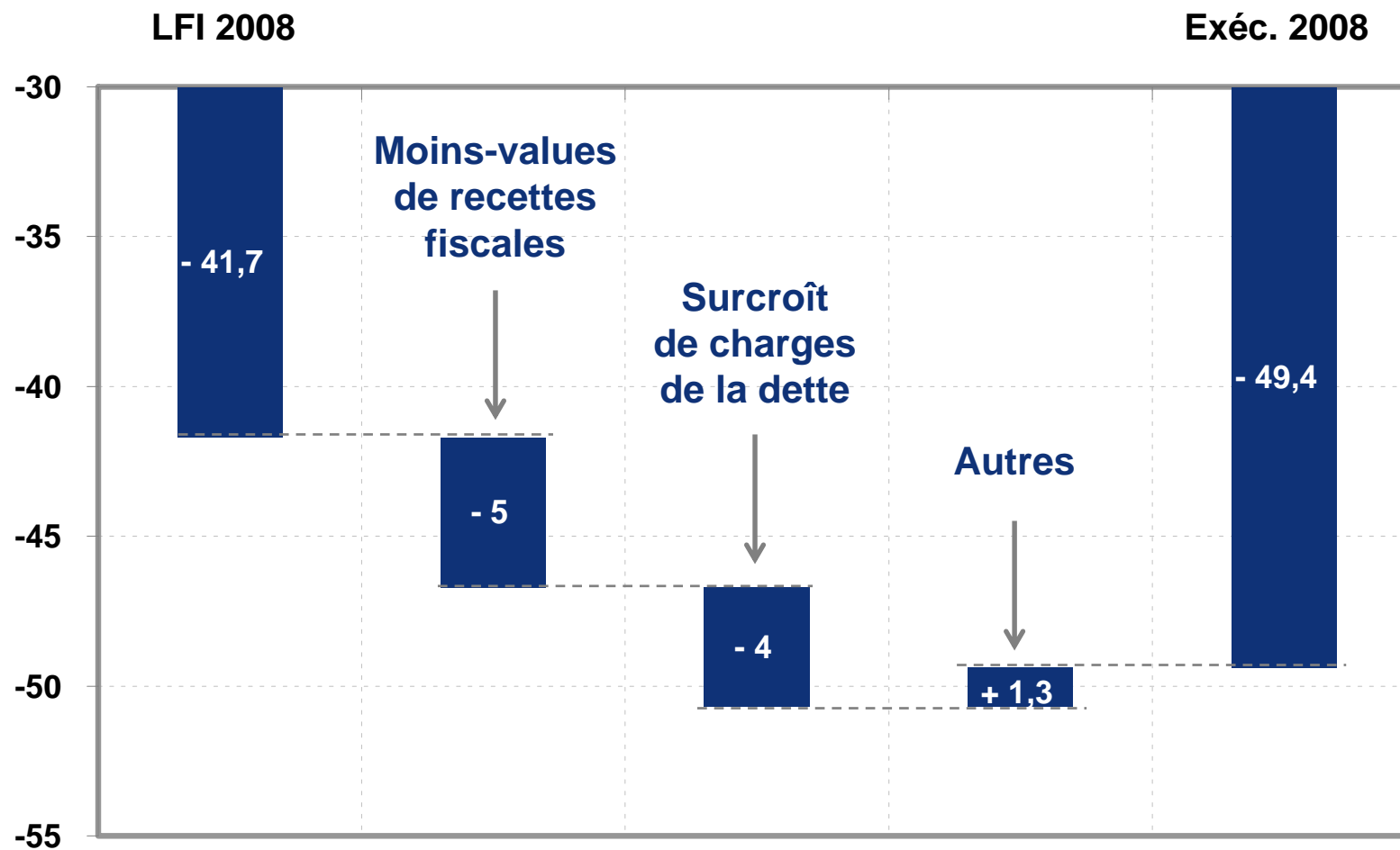
PROJET DE LOI
DE PROGRAMMATION
DES FINANCES PUBLIQUES

2009
2012

PROJET DE LOI DE FINANCES

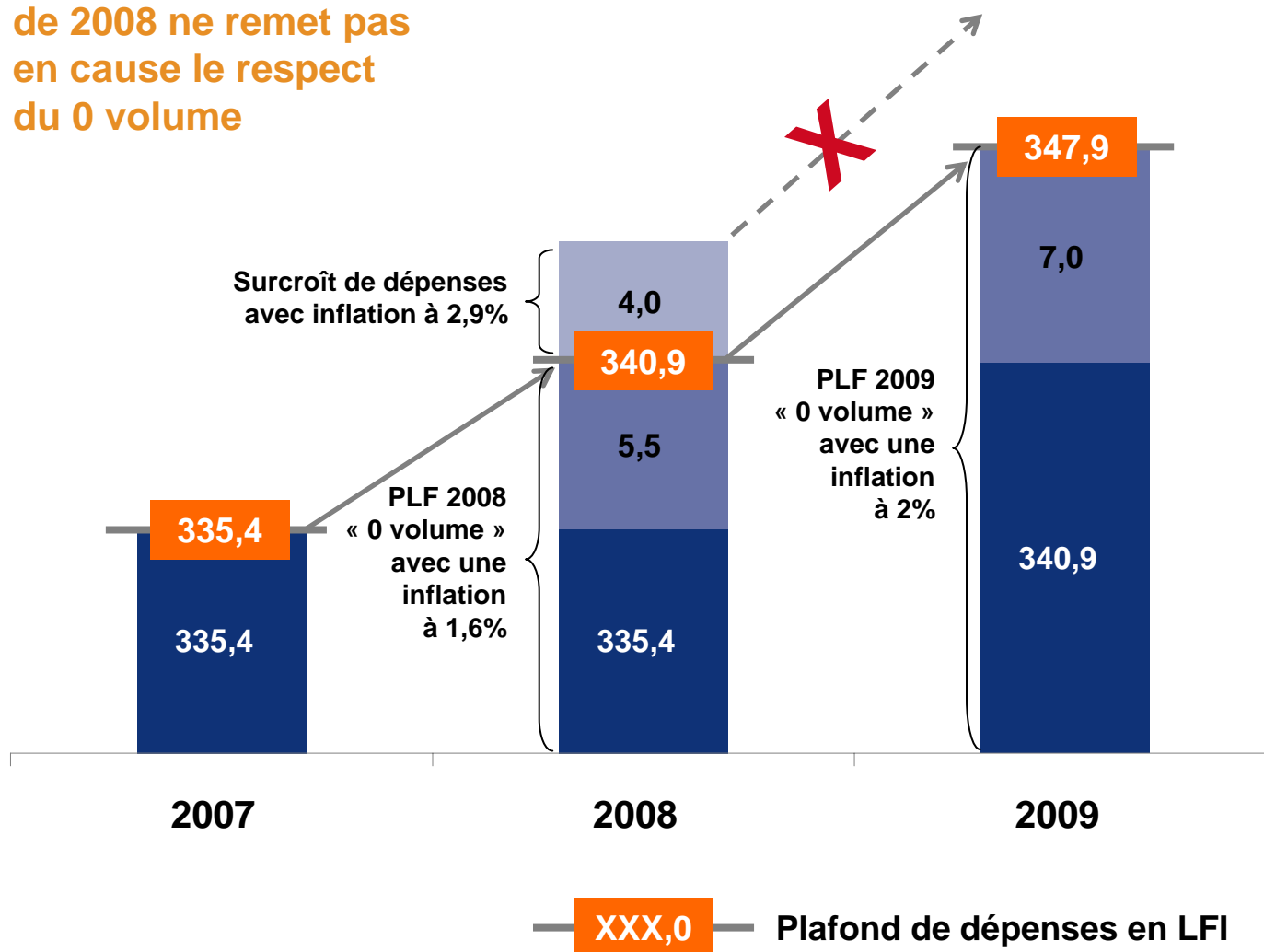
2009

Les facteurs de dégradation du solde de l'État en 2008

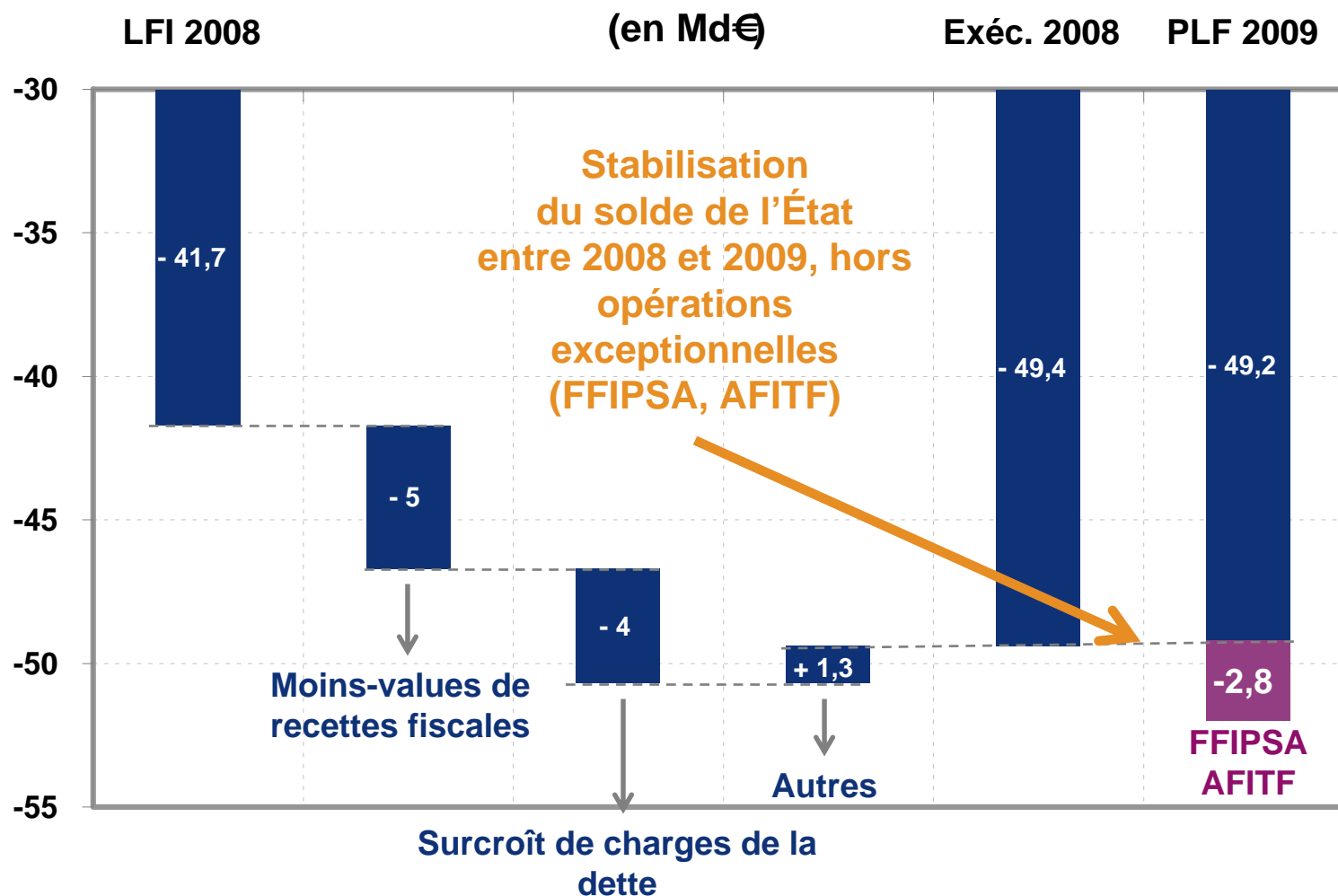


La construction du 0 volume en 2009

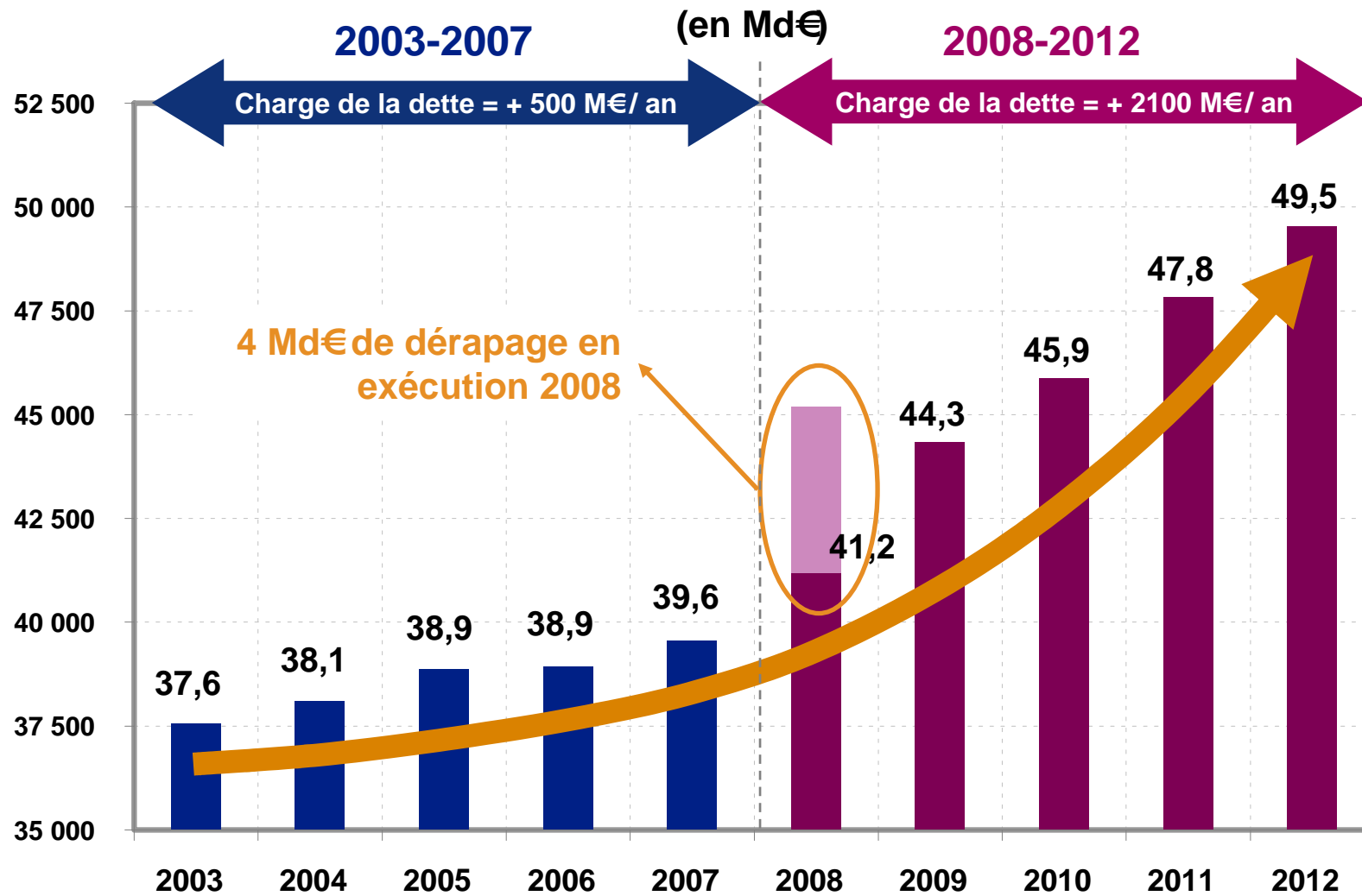
Le surcroît d'inflation de 2008 ne remet pas en cause le respect du 0 volume



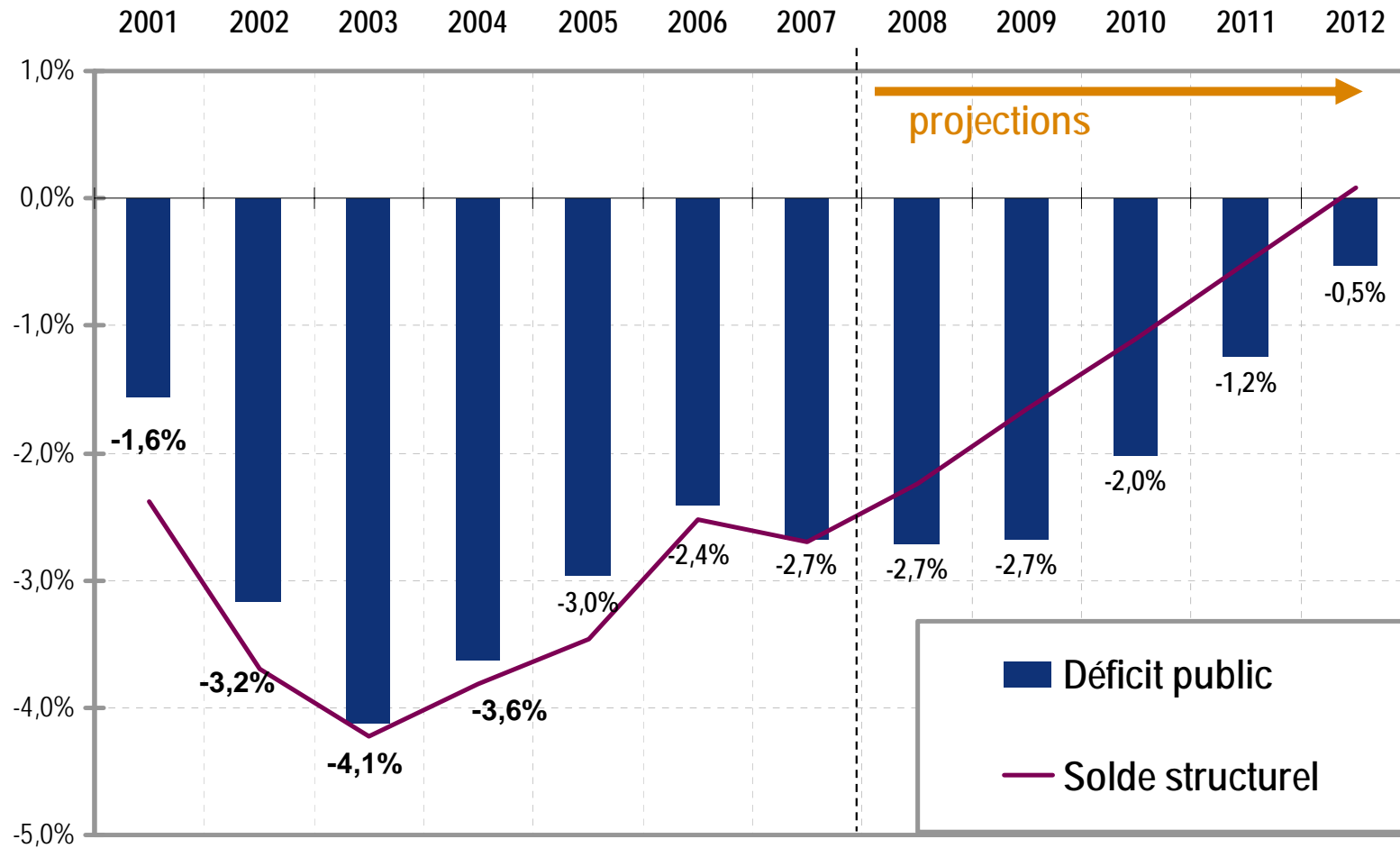
Solde budgétaire 2009 : une stabilisation par rapport à l'exécution 2008 attendue



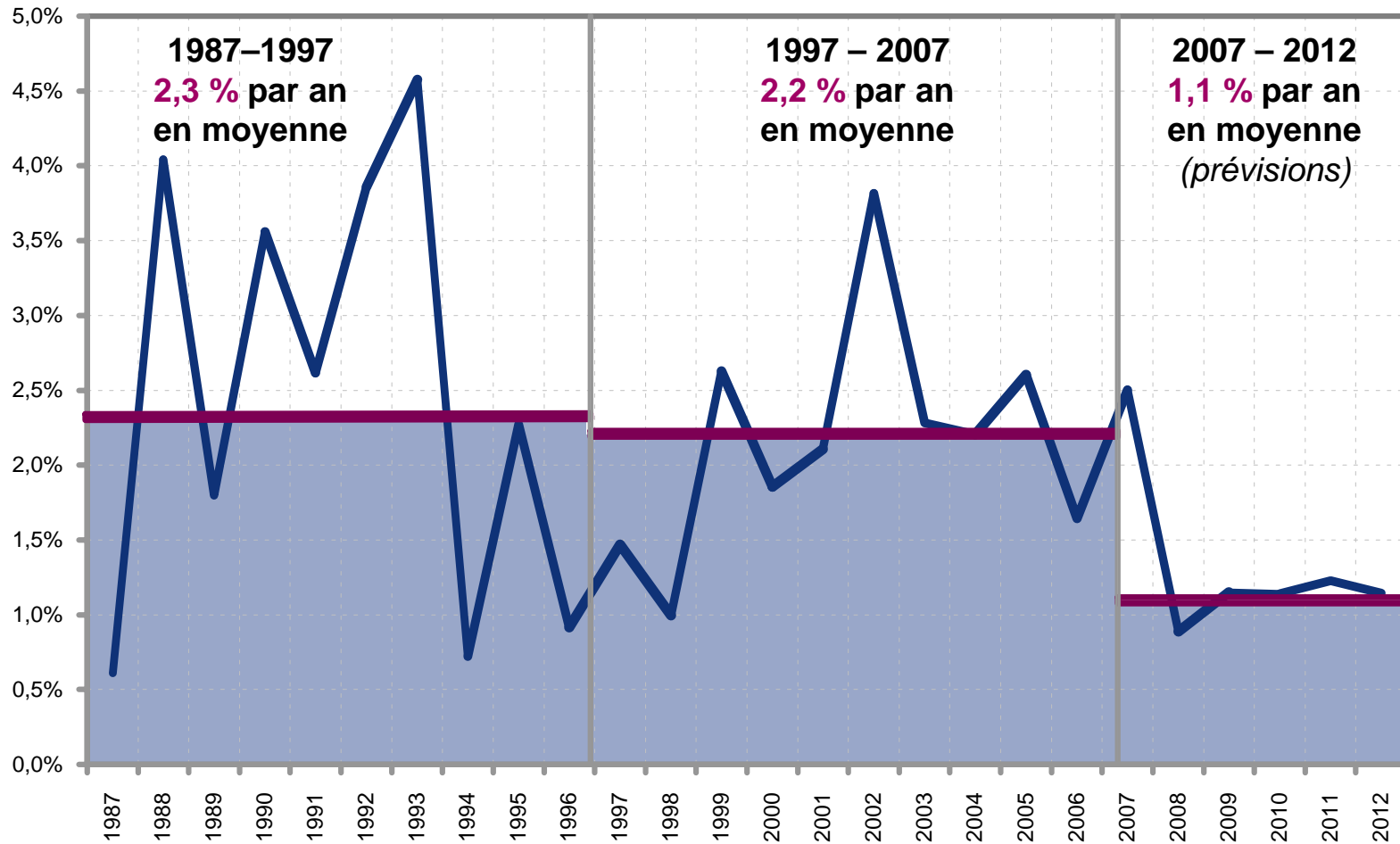
La charge de la dette absorbe désormais un tiers des marges de manœuvres annuelles de l'État



La trajectoire des finances publiques à horizon 2012 (en % de PIB)

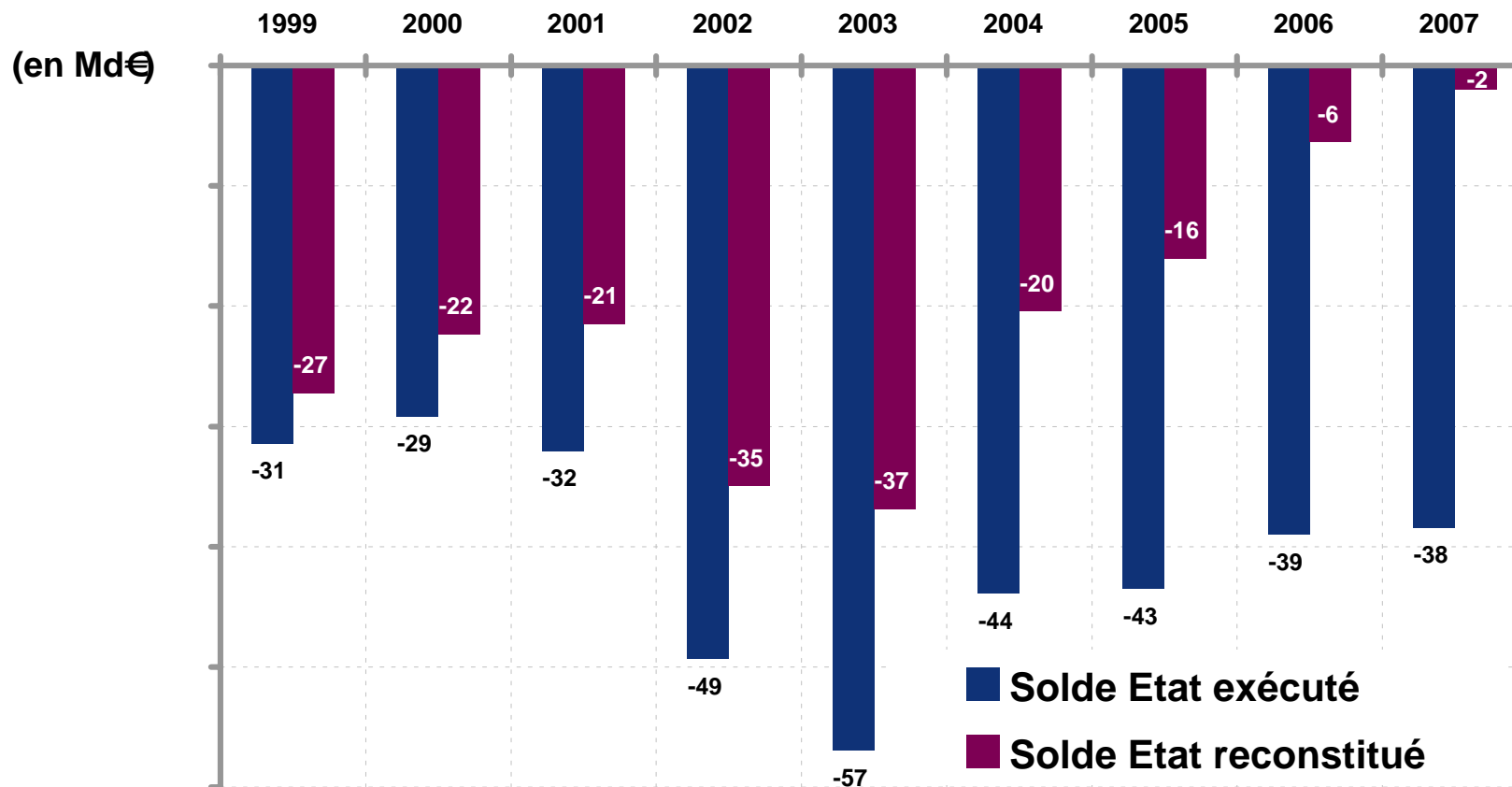


Une réduction structurelle du rythme d'évolution de la dépense publique



Si les dépenses de l'État* avaient évolué comme elles évoluent dans le budget pluriannuel...

* Dépenses hors dette et pensions mais y compris concours aux collectivités locales



... le budget de l'État serait quasiment revenu à l'équilibre en 2007

Un effort sans précédent de réduction des effectifs de l'État

Variation des effectifs de l'État en loi de finances
(en milliers d'ETP)

